



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 407

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Élie Aboud, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*) Ne lui prenez pas tout son temps...

M. Élie Aboud. Merci, monsieur le président, pour votre accueil républicain et permettez-moi, à mon tour, de saluer tous mes collègues ici, au coeur de la démocratie.

Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. De retour du terrain, après cette élection législative partielle, je veux dire à mes collègues, à tous mes collègues, à la représentation nationale, l'état d'inquiétude, de souffrance, que j'ai rencontré sur le terrain. Chaque jour, 1 500 chômeurs viennent s'ajouter aux trois millions existants. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - " Eh oui ! " sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*) Plus de dix millions de retraités voient leurs impôts augmenter. (*" Eh oui ! " sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*) Des milliers de salariés regrettent la suppression de l'exonération des heures supplémentaires. (*Même mouvement.*)

Monsieur le Premier ministre, notre intégration républicaine est en panne. Surtout, beaucoup d'électeurs des couches populaires m'ont dit ne pas percevoir de cap : à force de vouloir satisfaire les uns et les autres, on ne voit pas clairement où veut en venir votre Gouvernement dans le domaine économique. Il est pourtant impératif de libérer les énergies, de favoriser la création d'emplois, de redonner de l'espérance. Au lieu de cela, nous avons des réformes de société, des sujets profondément clivants, sans réel débat, parfois à la hussarde, dans une impréparation et un manque de conviction tout à fait évidents. La procréation médicalement assistée est un bel exemple de ces initiatives discutables. Il y a un écart grandissant entre les préoccupations des Français et votre majorité.

Alors, monsieur le Premier ministre,... (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*)

M. le président. Merci, mon cher collègue.

La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Michel Sapin, *ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social*. Monsieur le député, permettez-moi de vous présenter mes félicitations pour votre élection...

M. Philippe Vitel. Très bien !

M. Michel Sapin, *ministre*. ...Vous avez été en campagne électorale, comme d'autres : nous, nous sommes aussi sur le terrain, tous les jours, et nous connaissons les préoccupations des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Les préoccupations des Français - et c'est le cap du Gouvernement - ce sont l'emploi, l'emploi, l'emploi. La bataille pour l'emploi, la bataille contre le chômage, c'est le seul sujet qui préoccupe vos concitoyens, comme il nous préoccupe ici, au Gouvernement et dans l'ensemble de la majorité.

Et c'est la raison pour laquelle les emplois d'avenir ont été décidés largement, par un grand nombre de députés, y compris dans vos rangs monsieur le député, pour donner une réponse pertinente aux jeunes qui sont à la fois éloignés de l'emploi et éloignés de la formation. C'est la raison pour laquelle le contrat de génération, qui a été adopté en Conseil des ministres la semaine dernière, qui passe demain en commission, qui sera discuté dès les

premiers jours de l'année 2013 dans cette Assemblée, ce contrat de génération est là pour faciliter l'entrée des jeunes dans les entreprises, dans toutes les entreprises, sans pour autant que les plus âgés soient poussés dehors. C'est pourquoi les partenaires sociaux se sont saisis, à notre demande, d'une grande négociation sur les conditions d'organisation du travail dans les entreprises, pour lutter contre toutes ces situations où les jeunes, les femmes, les plus âgés sont poussés en dehors du travail, alors qu'on a tant besoin d'eux dans les entreprises françaises.

C'est ça le cap, c'est ça la cohérence : et tout ce que fait le Gouvernement, qu'il s'agisse du financement de l'économie, qu'il s'agisse du rétablissement de la stabilité en Europe, tout va dans ce sens. Le cap, vous le connaissez. Mettons-le en oeuvre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Élie Aboud](#)

Circonscription : Hérault (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 407

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 décembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 décembre 2012](#)